

## Inclusion financière et stabilité: Que démontrent les études?

De plus en plus souvent, les travaux de recherche concluent que, si un accès élargi aux services financiers officiels encourage la stabilité financière, cela dépend des modalités de gestion de cet accès dans le cadre de réglementation et de contrôle, surtout au regard de l'intégrité financière et de la protection du consommateur. Ainsi, quatre facteurs entrent en jeu : l'inclusion financière, la protection du consommateur sur le plan financier, l'intégrité financière et la stabilité financière. Ces facteurs sont liés entre eux et, dans l'idéal, ils le sont d'une manière positive. Pourtant, toute défaillance d'un de ces facteurs a de fortes chances de rejaillir négativement sur les autres. La présente Note rapporte les conclusions des travaux de recherche réalisés à ce jour sur les liens et relations potentiellement bénéfiques entre ces facteurs ; elle illustre également les lacunes qu'il reste à combler.

**Focalisation à ce jour: les liens entre le développement financier et la croissance économique, réduction de l'inégalité des revenus et atténuation de la pauvreté.** Rares sont les recherches empiriques qui envisagent les liens précis entre l'inclusion financière et la stabilité financière. Les recherches se sont largement concentrées sur les incidences du développement financier sur la croissance, l'inégalité des revenus et la réduction de la pauvreté. Il a été démontré de manière indéniable que, lorsqu'il est réglementé et contrôlé avec efficacité, le développement financier stimule la croissance économique, réduit les inégalités de revenu et aide les ménages à sortir de la pauvreté<sup>1</sup>.

La plupart des preuves recueillies au niveau international pointent les avantages offerts par un appareil financier profond, en lieu et place d'une inclusion financière élargie. Les secteurs financiers profonds ne sont pas nécessairement accessibles à tous lorsque les services financiers sont presque entièrement l'apanage des riches. Notre manque de connaissances sur les effets de l'inclusion financière au niveau macro provient en partie des difficultés à mesurer cette dernière continument dans plusieurs pays et à long terme, en s'appuyant sur des sondages d'utilisateurs et d'utilisateurs potentiels de tels services<sup>2</sup>. Inversement, les effets de la profondeur du dispositif financier ont fait l'objet de nombreuses études précisément à cause de la facilité à obtenir des données auprès des prestataires de services financiers.

Comme en témoignent les indices macroéconomiques, les systèmes financiers matures ont des incidences très favorables sur la croissance économique et ce, à long terme<sup>3</sup>. De nombreuses études ont documenté une relation fortement négative au niveau national entre les indices de profondeur de l'appareil financier et le degré d'inégalité des revenus, comme le mesure l'indice de Gini<sup>4</sup>. La profondeur de l'appareil financier est également associée à des augmentations dans la

part des revenus du quintile des revenus le plus faible entre plusieurs pays et ce, entre 1960 et 2005 (Beck, Demirgüç-Kunt et Levine 2007). Par conséquent, il est peu surprenant que les pays qui occupent le premier rang en matière de développement financier aient également connu une diminution plus rapide de leur population vivant avec moins de 1 dollar par jour durant les années 80 et 90. Par ailleurs, l'envergure de cet impact est importante. En tenant compte d'autres variables pertinentes, près de 30 % de l'écart entre pays dans le taux de réduction de la pauvreté peuvent être imputables à l'écart de développement financier entre pays (Beck, Demirgüç-Kunt et Levine 2007).

Les avantages ne s'arrêtent cependant pas à une utilisation directe des services financiers puisqu'ils s'étendent aux incidences positives indirectes du développement financier sur les couches de populations à faible revenu, surtout par le biais des marchés du travail. Ainsi, des études empiriques minutieuses ont démontré que la déréglementation de l'ouverture d'agences bancaires peut non seulement intensifier la concurrence et améliorer les résultats des banques mais elle peut aussi accroître les revenus des pauvres, en resserrant la répartition des revenus au moyen d'une augmentation relative des barèmes des salaires et des heures de travail chez les travailleurs non qualifiés<sup>5</sup>. Ainsi, le développement financier favorise les pauvres non seulement dans la mesure où la croissance économique propulse les ménages au-delà du seuil de pauvreté mais aussi dans un sens relatif parce qu'il rétrécit les écarts de revenus. La question est de savoir si des écarts de revenus plus faibles et de meilleures perspectives d'embauche pour les ménages à faible revenu contribuent-ils à une société plus cohésive et plus stable, et donc à la stabilité des marchés au sens large ? Probablement, quoiqu'il faudrait analyser ce lien plus précisément ; il est aussi probable que la stabilité du système financier y soit liée.

1 Voir l'aperçu de la Banque mondiale (2008).

2 Voir la description à ce sujet in Cull, Demirgüç-Kunt et Morduch (2012), surtout le chapitre 1.

3 Voir in Levine (2005) et Demirgüç-Kunt et Levine (2008) des critiques d'ouvrages sur l'effet de causalité du développement financier sur la croissance.

4 Voir Clarke, Xu et Zhou (2006) ; Li, Xu et Zou (2000) ; Li, Squire et Zou (1998).

5 Pour les États-Unis, voir Jayaratne et Strahan (1998) et Beck, Levine et Levkov (2010).

### **Quelles sont les principales modalités d'inclusion financière qui encouragent l'égalité des revenus et réduisent la pauvreté ?**

Bien que l'on arrive aujourd'hui à mieux surmonter les obstacles consistant à mesurer l'inclusion financière, nous ne comprenons pas encore précisément les moyens spécifiques par lesquels l'inclusion financière encourage l'égalité des revenus et réduit la pauvreté<sup>6</sup> – même si certaines études récentes sur les utilisateurs dans certains pays en développement commencent à fortement dissiper le brouillard à ce sujet<sup>7</sup>. Par exemple, des expériences sur le terrain effectuées sur la base d'essais aléatoires contrôlés nous aident à déterminer les liens de causalité à travers lesquels l'accès aux services financiers formels améliore les conditions de vie des pauvres dans les pays en développement, surtout sur le plan des produits d'épargne<sup>8</sup>. L'épargne consolide la stabilité au niveau individuel et du ménage et, vu leur très grand nombre, les petits épargnants sont à même de contribuer à la stabilité des systèmes financiers, même si l'effet stabilisateur de l'épargne à ces deux niveaux pourrait être explorée plus à fond, surtout au niveau du système financier.

**Au niveau micro, quels sont les liens entre l'accès aux services financiers, l'amélioration des moyens d'existence et la stabilité financière?** Si l'inclusion financière consolide la situation du ménage et du petit commerce, elle peut aussi contribuer à une stabilité accrue au niveau macroéconomique (et du système financier) ; à cet égard, cependant, nous ne pouvons pas encore citer des travaux de recherche précis pour étayer cette conjecture. Par ailleurs, il faudrait mener d'autres études pour identifier les outils financiers dont ont précisément besoin les populations pauvres. En effet, les « mauvais » outils financiers, ou une prestation irréfléchie de services financiers, sont liés à conséquences néfastes, notamment un faible niveau d'instruction<sup>9</sup>, ce qui démontre quelque peu l'importance de protéger le consommateur avec efficacité, surtout pour améliorer effectivement la stabilité au niveau micro.

Un autre lien entre l'inclusion et la stabilité au niveau micro se produit par l'apparition, la capitalisation et la croissance de nouvelles sociétés non financières. Au niveau de la société même, certains indices au niveau macro démontrent que le développement financier est lié à une affectation plus efficiente du capital (Wurgler 2000). Des liens favorables existent également entre les rythme d'arrivée et croissance des nouvelles sociétés

et le développement financier (Klapper, Laeven et Rajan 2006). Par ailleurs, les effets de l'atténuation des contraintes financières se ressentent particulièrement sur les taux de croissance des petites sociétés (Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic 2005). De plus, certaines preuves récentes, par exemple en ce qui concerne les portefeuilles de banques chiliennes<sup>10</sup>, indiquent que les pertes sur de petits prêts posent un risque moins systémique que les pertes lourdes, rares mais aussi moins prévisibles, qui résultent de gros prêts. Ainsi donc, une plus grande inclusion financière par rapport à l'accès au crédit peut aussi coïncider avec une stabilité accrue chez les prestataires de services financiers.

### **Au niveau macro, quels sont les liens entre l'inclusion financière et la stabilité financière, et qu'en est-il de l'exclusion financière ?**

Au niveau des pays, il a été démontré que l'inclusion financière peut aboutir à une efficacité accrue de l'intermédiation financière (par ex. par l'intermédiation de plus gros volumes d'épargne intérieure, ce qui aboutit au renforcement d'une épargne intérieure saine et des cycles d'investissement, et donc à une stabilité accrue) (Prasad 2010)<sup>11</sup>. L'on peut s'attendre également à ce que la diversification accrue dans la clientèle desservie, conjuguée à l'inclusion financière, aboutisse aussi à une économie plus résiliente et plus stable. La réduction de l'inégalité dans les revenus au moyen du développement et de l'inclusion des services financiers pourrait aboutir à une stabilité sociale et politique accrue, ce qui peut contribuer à son tour à une plus grande stabilité du système financier (bien que, dans ce cas également, il conviendrait d'analyser ces liens plus à fond).

Si l'inclusion financière peut encourager une plus grande stabilité, l'exclusion financière pourrait-elle provoquer une instabilité accrue ? À ce titre, les indices ne sont pas entièrement démontrés mais une chose est claire : l'exclusion financière impose, au grand minimum, des coûts d'opportunité considérables. Par ailleurs, il a été démontré que les systèmes financiers sous-développés ont des conséquences extrêmement négatives sur les petites sociétés et les ménages à faible revenu, lesquelles pourraient à leur tour produire des effets néfastes sur la cohésion au sein de la société. De plus, récemment, le Groupe d'action financière (GAFI) a reconnu de manière explicite que l'exclusion financière constitue un risque important par rapport à ses efforts de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme<sup>12</sup>,

6 Voir in Demirgüç-Kunt et Klapper (2012) une description sur de meilleures modalités de quantification de l'inclusion financière.

7 Voir, au sujet des effets de l'expansion des agences bancaires, Burgess et Pande (2005) pour l'Inde et, pour le Mexique, Bruhn et Love (2009, 2012).

8 Voir in Dupas et Robinson (2011) et Brune et coll., une description des effets des dispositifs d'épargne réserve en Afrique. (2011). Voir aussi Citi Foundation (2007).

9 Zhan et Sherraden (2011) concluent que l'accumulation d'avoirs non financiers et d'avoirs financiers chez les parents est généralement liée à un taux d'instruction supérieur chez leurs enfants mais il existe un corolaire négatif entre les dettes non garanties des parents et le taux d'achèvement des études supérieures chez les enfants.

10 Voir Adasme, Majnoni et Uribe (2006).

11 Nous reconnaissons que l'accumulation d'épargne liée à une inclusion financière accrue n'aboutit pas toujours à une intermédiation plus efficiente. Si c'est le cas, cela dépend fondamentalement de la qualité de l'infrastructure, de la réglementation et du contrôle des services financiers.

12 Voir le GAFI (2011).

soulignant ainsi le lien entre l'intégrité financière et l'inclusion financière, porteuse de stabilité. De plus, dans les pays connaissant un fort taux d'exclusion financière, les services financiers officiels sur lesquels doivent compter les ménages (et les petits commerces) peuvent s'avérer un piètre remplacement des services officiels (Collins et collab. 2009). Dans des circonstances extrêmes, les services informels peuvent eux-mêmes provoquer l'instabilité. Par exemple, on sait que les plans commerciaux en cascade conçus comme des produits informels d'épargne et d'investissement déclenchent des troubles politiques et sociaux et un manque de confiance dans le système bancaire<sup>13</sup>.

**Les organismes de normalisation et le cercle vertueux reliant l'inclusion financière, la protection du consommateur sur le plan financier, l'intégrité financière et la stabilité financière.** Récemment encore, la plupart des travaux de recherche et preuves empiriques concernant les liens entre l'inclusion financière et la stabilité financière provenaient d'établissements de recherche et non de décideurs politiques, d'autorités de réglementation, d'organismes de contrôle ou d'organismes mondiaux de normalisation. Pourtant, ces organismes, ainsi que les décideurs politiques, les autorités de réglementation et les organismes de contrôle qui tentent de suivre les normes et directives des organismes de normalisation tout en poursuivant un programme d'inclusion financière figurent, d'une part, parmi les parties les plus intéressées et, d'autre part, parmi les entités les mieux placées pour contribuer à formuler les questions des travaux de recherche qui aideront les organismes de normalisation à tenir compte de l'inclusion financière dans leurs travaux tout en demeurant fidèles à leur mission première.

Outre le fait que le GAFI a récemment reconnu que l'exclusion financière présente certains risques pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, la révision des Principes fondamentaux de Bâle, qui est presque achevée, a donné au Comité de Bâle sur le contrôle bancaire l'occasion de prendre en compte le principe de proportionnalité (c.à.d. établir un équilibre entre les risques et avantages et les coûts de réglementation et de contrôle et, en conséquence, attribuer les ressources de supervision) dans tous les Principes fondamentaux de Bâle concernés, ce qui permet donc de prendre en considération : 1) l'évolution des risques et avantages d'une plus grande inclusion financière, compte tenu de la présence accrue et de la diversité des prestataires et des produits, et 2) l'adaptabilité des normes et directives du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire à des conjonctures nationales d'une diversité considérable (surtout en ce qui concerne la capacité de contrôle). Dans le domaine de l'assurance, les Principes de base en matière d'assurance de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance, qui ont récemment été

révisés, ouvrent une perspective analogue. Enfin, la dernière crise financière n'a fait que souligner davantage l'importance de promouvoir la protection du consommateur ainsi que l'éducation et l'aptitude financière, une fonction qui concerne effectivement de nombreux organismes de normalisation.

**Les lacunes au niveau des preuves et le chemin à parcourir.** Malgré les progrès accomplis par les organismes de normalisation et le volume considérable des études empiriques examinées précédemment, certaines lacunes importantes demeurent, dont les suivantes :

- Comment l'inclusion financière contribue-t-elle à la stabilité politique et sociale et, ensuite, à la stabilité financière ? Quelles menaces l'exclusion financière fait-elle peser sur la stabilité financière ?
- Comment la protection financière efficace du consommateur et l'intégrité financière contribuent-elles à favoriser la stabilité par l'inclusion financière ? Comment mesurons-nous l'inclusion financière responsable (c.à.d. ajouter la qualité à la quantité) ?
- Quels sont les « outils » financiers qui correspondent au mieux aux besoins des ménages exclus ? Quels sont les niveaux de protection du consommateur et de capacité financière qui permettront de garantir une prestation de services responsable ?
- Quelles sont les filières d'inclusion financière les plus à même d'encourager l'égalité des revenus et de réduire la pauvreté ?
- Quel pourrait être l'impact spécifique d'une augmentation de l'épargne officielle ?

## Bibliographie

Adasme, Osvaldo, Giovanni Majnoni et Myriam Uribe. 2006. "Access and Risk: Friends or Foes? Lessons from Chile." World Bank Policy Research Working Paper 4003. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. 2010. "Microfinance Activities and the Core Principles for Effective Banking Supervision." Basel: BIS, Aout.

Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt et Ross Levine. 2007. "Finance, Inequality, and the Poor." *Journal of Economic Growth* 12(1): 27-49.

Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt, Luc Laeven et Vojislav Maksimovic. 2006. "The Determinants of Financing Obstacles." *Journal of International Money and Finance* 25(6): 932-52.

Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt et Vojislav Maksimovic. 2005. "Financial and Legal Constraints to Firm Growth: Does Firm Size Matter?" *Journal of Finance* 60(1): 137-77.

Beck, Thorsten, Ross Levine et Alexey Levkov. 2010. "Big Bad Banks? The Winners and Losers from Bank Deregulation in the United States." *Journal of Finance* 65(5): 1637-67.

Bruhn, Miriam et Inessa Love. 2009. "The Economic Impact of Banking the Unbanked: Evidence from Mexico." World Bank, Policy Research Working Paper 4981. Washington, D.C.: Banque mondiale.

13 Voir la description in CGAP (2011).

———. 2012. "The Economic Impact of Expanding Access to Finance in Mexico." In Robert Cull, Asli Demirgüç-Kunt et Jonathan Morduch, eds., *Banking the World: Empirical Foundations of Financial Inclusion*. Cambridge, Mass.: MIT Press.

Brune, Lasse, Xavier Giné, Jessica Goldberg, Dean Yang. 2011. "Commitments to Save: A Field Experiment in Rural Malawi." World Bank, Policy Research Working Paper 5748. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Burgess, Robin et Rohini Pande. 2005. "Can Rural Banks Reduce Poverty? Evidence from the Indian Social Banking Experiment." *American Economic Review* 95(3): 780-95.

CGAP. 2011. "Global Standard-Setting Bodies and Financial Inclusion for the Poor: Toward Proportionate Standards and Guidance." Livre blanc rédigé au nom du Partenariat mondial du G-20 pour l'inclusion financière. Washington, D.C.: CGAP.

Citi Foundation. 2007. "Global Savings, Assets & Financial Inclusion: Lessons, Challenges & Directions." Rapport de symposium mondial, Singapour, juin. Global Assets Project.

Clarke, Geroge R. G., L. Colin Xu et Heng-fu Zou. 2006. "Finance and Inequality: What Do the Data Tell Us?" *Southern Economic Journal* 72(3): 578-96.

Collins, Daryl, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven. 2009. *Portfolios of the Poor*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Cull, Robert, Asli Demirgüç-Kunt et Jonathan Morduch, eds. À paraître. *Banking the World: Empirical Foundations of Financial Inclusion*. Cambridge, Mass.: MIT Press.

Demirgüç-Kunt, Asli et Leora Klapper. 2012. "Measuring Financial Inclusion: The Global Financial Inclusion Index," Washington, D.C.: World Bank. <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/FinInclusionBrochureFINALWEB.pdf>.

Demirgüç-Kunt, Asli et Ross Levine. 2008. "Finance, Financial Sector Policies, and Long Run Growth." M. Spence Growth Commission Background Paper, No. 11. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Dupas, Pascaline et Jonathan Robinson. 2011. "Savings Constraints and Microenterprise Development: Evidence from a Field Experiment in Kenya." Dossier de travail NBER 14693.

Groupe d'action financière (GAFI). 2011. "Anti-Money Laundering and Terrorist Financing Measures and Financial Inclusion." Paris: FATF.

Hannig, Alfred et Stefan Jansen. 2010. *Financial Inclusion and Financial Stability: Current Policy Issues*. Série dossiers de travail ADBI, no 259. Manille: Institut de la Banque asiatique de développement.

Jayarathne, Jith et Philip E. Strahan, 1996. "The Finance-Growth Nexus: Evidence from Bank Branch Deregulation." *Quarterly Journal of Economics* 111, 639-70.

———. 1998. "Entry Restrictions, Industry Evolution and Dynamic Efficiency: Evidence from Commercial Banking." *Journal of Law and Economics* 41, 239-74.

Khan, H. R. 2011. "Financial Inclusion and Financial Stability: Are They Two sides of the Same Coin?" Allocution devant BANCON 2011, Chennai, 4 novembre. Mumbai: Reserve Bank of India.

Kim, Youngmi et Michael Sherraden. 2011. "Do Parental Assets Matter for Children's Educational Attainment? Evidence from Mediation Tests." *Children and Youth Services Review* 33(6): 969-79.

Klapper, Leora, Luc Laeven et Raghuram Rajan. 2006. "Entry Regulation as a Barrier to Entrepreneurship." *Journal of Financial Economics* 82(3): 591-629.

Laeven, Luc. 2003. "Does Financial Liberalization Reduce Financing Constraints?" *Financial Management* 2003 (Spring): 5-34.

Levine, Ross E. 2005. "Finance and Growth: Theory and Evidence." In Philippe Aghion and Steven Durlauf, eds., *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam: North-Holland Elsevier Publishers.

Li, Hongyi, Lyn Squire et Heng-fu Zou, 1998. "Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality." *Economic Journal* 108(446): 26-43.

Li, Hongyi, Lixin Colin Xu et Heng-fu Zou. 2000. "Corruption, Income Distribution, and Growth." *Economics and Politics* 12(2): 155-82.

Prasad, Eswar S. 2010. *Financial Sector Regulation and Reforms in Emerging Markets: An Overview*. IZA Discussion Paper Number 5233. Bonn: Institut de recherche sur le travail, octobre.

Banque mondiale. 2008. *Finance for All? (Policies and Pitfalls in Expanding Access)*. World Bank Policy Research Report. Washington, D.C.: Banque mondiale.

———. 2001. *Finance for Growth (Policy Choices in a Volatile World)*. World Bank Policy Research Report. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Wurgler, Jeffrey. 2000. "Financial Markets and the Allocation of Capital." *Journal of Financial Economics* 58(1-2): 187-214.

Zhan, Min et Michael Sherraden. 2011. "Assets and Liabilities, Educational Expectations, and Children's College Degree Attainment." *Children and Youth Services Review* 33(6): 846-54.

## Remerciements

Les auteurs de la présente Note sont Robert Cull, économiste en chef, Développement Finances et secteur privé, Banque mondiale ; Asli Demirgüç-Kunt, directeur, Politique du développement, Vice-présidence pour l'Économie du développement et économiste en chef, Réseau du Développement Finances et secteur privé, Banque mondiale ; et Timothy Lyman, conseiller en politiques principal, Politiques et gouvernement, CGAP. Les auteurs souhaitent témoigner leur reconnaissance à S.A.R. la princesse Máxima des Pays-Bas, Mandataire spécial du Secrétaire général pour la promotion des systèmes de financement du développement accessibles à tous et marraine honoraire du Partenariat mondial du G-20 pour l'inclusion financière, pour avoir donné l'idée de cet examen d'ouvrages, ainsi qu'à Kathryn Imboden et Kate Lauer, pour leur travail de révision du document.

## Auteurs :

Robert Cull, Asli Demirgüç-Kunt et Timothy Lyman